

F. 91 — 2445

Arrêté royal créant des commissions paritaires auprès de la Régie des Voies aériennes, de la Régie des Postes et de la Régie des Télégraphes et Téléphones

## RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté a pour objet l'exécution de l'article 49 de la loi du 21 mars 1991 relative à la réforme de certaines entreprises publiques économiques. L'article 49 de cette loi prévoit que les commissions paritaires auprès de la Régie des Postes, la Régie des Télégraphes et Téléphones et la Régie des Voies Aériennes seront composées en mêmes temps que les premiers organes de gestion étant donné que ces commissions paritaires devront émettre un avis sur le projet du premier contrat de gestion. En outre, ces commissions ont une compétence concernant la négociation du premier statut du personnel et du premier statut syndical.

Le chapitre Ier de l'arrêté prévoit la constitution et la fixation du nombre de membres des commissions paritaires par entreprise publique.

Sur base des données disponibles à la date de l'entrée en vigueur de la loi, la commission désignée à cet égard par la loi, devra déterminer qui est représentatif ainsi que la représentation relative de chaque organisation syndicale représentative. Le projet d'arrêté prévoit également la façon de calculer, à partir du nombre d'affiliés cotisants des organisations syndicales représentatives, le nombre de représentants dans la commission paritaire.

Si les données disponibles au moment de l'entrée en vigueur de la loi ne permettent pas de calculer ces proportions, la première commission paritaire est composée d'un nombre égal de membres pour chaque organisation syndicale représentative.

Dans ce cas, en vue d'exécuter l'article 49, § 2 de la loi, un comptage du nombre d'affiliés cotisants par organisation syndicale est à organiser. Cette procédure est prévue au Chapitre II du présent arrêté.

En vue d'arriver, dans un délai raisonnable, à une composition de la commission paritaire conforme aux dispositions de la loi, le projet d'arrêté prévoit, au cas où les données disponibles au moment de l'entrée en vigueur de la loi ne permettent pas de déterminer l'importance relative de chaque organisation syndicale représentative, des délais minimaux dans lesquels l'adaptation de la composition de la commission paritaire doit être faite : après la fin de l'opération de comptage et au plus tard dans les huit jours de l'approbation du contrat de gestion.

Vu les dispositions des articles 33, § 1er et 48, § 1er de la loi, le projet prévoit que l'avis conforme de la commission paritaire sur le premier statut du personnel et le premier statut syndical pourra être demandé dès que l'organisme sera classé parmi les entreprises publiques autonomes et, le cas échéant, après l'adaptation de la composition de la commission paritaire conformément à la loi.

Enfin le chapitre III prévoit des dispositions pour assurer un bon déroulement des opérations que leur neutralité budgétaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et fidèles serviteurs,

Le Ministre des Communications,  
J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,  
M. COLLA

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et de Réformes institutionnelles, le 28 mai 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté

N. 91 — 2445

Koninklijk besluit tot oprichting van paritaire comités bij de Regie der Luchtweegen, de Regie der Posterijen en de Regie van Telegrafie en Telefonie

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit heeft tot doel de uitvoering van artikel 49 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. Artikel 49 van deze wet voorziet dat de paritaire comités bij de Regie der Posterijen, de Regie van Telegrafie en Telefonie en de Regie der Luchtweegen zullen worden gesteld samen met de eerste bestuursorganen aangezien deze paritaire comités een advies moeten uitbrengen over het ontwerp van eerste beheerscontract. Daarenboven hebben deze comités nog een bevoegdheid met betrekking tot de onderhandeling van het eerste personeels- en syndicaal statuut.

Hoofdstuk I van het besluit voorziet de oprichting en de vaststelling van het aantal leden van de paritaire comités per overheidsbedrijf.

Op basis van de gegevens die beschikbaar zijn op de datum van inwerkingtreding van de wet, zal de daartoe in de wet aangeduide commissie moeten vaststellen wie representatief is en welke de relatieve vertegenwoordiging is van elke representatieve vakorganisatie. Het ontwerp van besluit voorziet tevens de wijze van omrekening van het aantal bijdrageplichtige leden van de representatieve vakorganisaties naar het aantal vertegenwoordigers in het paritair comité.

Indien de gegevens die beschikbaar zijn op de datum van inwerkingtreding van de wet niet toelaten om deze verhoudingen te berekenen, wordt het eerste paritair comité samengesteld uit een gelijk aantal leden voor elke representatieve vakorganisatie.

In dat geval moet, ten einde uitvoering te geven aan artikel 49, § 2 van de wet, een telling worden georganiseerd van het aantal bijdrageplichtige leden per vakorganisatie. Deze procedure wordt voorzien in Hoofdstuk II van het besluit.

Ten einde binnen een redelijke termijn tot een samenstelling van het paritair comité te komen die in overeenstemming is met de bepalingen van de wet, voorziet het ontwerp van besluit, voor het geval de gegevens die beschikbaar zijn bij de inwerkingtreding van de wet niet toelaten om het relatieve belang van elke representatieve vakorganisatie vast te stellen, in minimale termijnen binnen dewelke de aanpassing van de samenstelling van het paritair comité moet geschieden : na de afloop van de tellingsverrichting en uiterlijk binnen de acht dagen na de goedkeuring van het beheerscontract.

Gelet op de bepalingen van de artikelen 33, § 1 en 48, § 1 van de wet voorziet het ontwerp dat het eensluidend advies van het paritair comité over het eerste personeels- en syndicaal statuut kan worden ingewonnen zodra de instelling bij de autonome overheidsbedrijven is geklasseerd en, in voorkomend geval, na de aanpassing van de samenstelling van het paritair comité overeenkomstig de wet.

Ten slotte, voorziet hoofdstuk III in bepalingen die een vlot verloop van de verrichtingen alsmede hun budgettaire neutraliteit moeten verzekeren.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en getrouwe dienaars,

De Minister van Verkeerswezen,  
J.-L. DEHAENE

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,  
M. COLLA

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 28 mei 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp

royal « portant exécution de l'article 49 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques », a donné le 3 juin 1991 l'avis suivant :

#### Intitulé

L'intitulé suivant, plus précis, est proposé :

« Arrêté royal créant des commissions paritaires auprès de la Régie des voies aériennes, de la Régie des postes et de la Régie des télégraphes et téléphones ».

#### Préambule

L'alinéa 1er du préambule doit être rédigé comme suit :

« Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 49 ».

#### Proposant

Dans le texte français de la formule de proposition, il convient d'écrire « de l'avis de Nos Ministres » et non pas « sur l'avis de Nos Ministres ».

#### Dispositif

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

Dans le texte français, il convient d'écrire « Chapitre I<sup>er</sup> », « Article 1<sup>er</sup> » et « § 1<sup>er</sup> ». Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

#### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> doit être rédigé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Il est constitué une commission paritaire respectivement auprès de la Régie des voies aériennes, de la Régie des postes et de la Régie des télégraphes et téléphones.

§ 2. La commission paritaire constituée auprès de la Régie des voies aériennes compte seize membres.

Les commissions paritaires constituées auprès de la Régie des postes et de la Régie des télégraphes et téléphones comptent chacune dix-huit membres ».

#### Article 2

1. La division en paragraphes n'est pas justifiée lorsque, comme en l'espèce, chaque paragraphe ne comporte qu'un seul alinéa. Cette observation vaut aussi pour les articles 6 et 10.

Par ailleurs, la subdivision doit être numérotée en 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

2. Le texte suivant est proposé pour l'article 2 :

« Art. 2. Dans les huit jours de la constitution du conseil d'administration, le président de la commission visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la loi ... autorisés, notifié par lettre recommandée à la poste au président du ... :

1<sup>o</sup> ...

2<sup>o</sup> la proportion des affiliés ... de déterminer cette proportion.

Pour la détermination des informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le président de la commission peut se baser sur les données publiées au *Moniteur belge*. En ce qui concerne ... ».

#### Article 3

1. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, doit être scindé en deux alinéas, l'alinéa 2 commençant par les mots : « Il est établi ... ».

2. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, devenant alinéa 4, les termes « du présent arrêté » sont inutiles et peuvent être omis. Cette observation vaut également pour le paragraphe 2 et pour l'article 6, § 3.

3. Au paragraphe 2, il convient d'écrire en relation avec l'observation faite au préambule : « Si les données disponibles à la date d'entrée en vigueur de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ci-après dénommée la loi, ne permettent pas ... » (la suite comme au projet).

van koninklijk besluit « tot uitvoering van artikel 49 van de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven », heeft op 3 juni 1991 het volgende advies gegeven :

#### Opschrift

Het hiernavolgende, preciezere opschrift wordt voorgesteld :

« Koninklijk besluit tot oprichting van paritaire comités bij de Regie der Luchtwegen, de Regie der Posterijen en de Regie van Telegrafie en Telefonie ».

#### Aanhef

Het eerste lid van de aanhef behoort als volgt te worden gesteld :

« Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 49 ».

#### Voordrachtformulier

In de Franse tekst van het voordrachtformulier schrijve men : « de l'avis de Nos Ministres » en niet « sur l'avis de Nos Ministres ».

#### Bepalend gedeelte

#### HOOFDSTUK I

In de Franse tekst behoort te worden geschreven « Chapitre I<sup>er</sup> », « Article 1<sup>er</sup> » en « § 1<sup>er</sup> ». Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

#### Artikel 1

Artikel 1 dient als volgt te worden gesteld :

Artikel 1. § 1. Er wordt een paritair comité opgericht, respectievelijk bij de Regie der Luchtwegen, de Regie der Posterijen en de Regie van Telegrafie en Telefonie.

§ 2. Het paritair comité dat bij de Regie der Luchtwegen wordt opgericht telt zestien leden.

De paritaire comités die bij de Regie der Posterijen en bij de Regie van Telegrafie en Telefonie worden opgericht tellen elk achttien leden ».

#### Artikel 2

1. Er is geen reden voor een indeling in paragrafen wanneer, zoals in het onderhavige geval, elke paragraaf slechts één lid omvat. Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 6 en 10.

Bovendien behoren bij het indelen de nummers 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> te worden gebruikt.

2. De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 2 :

« Art. 2. De voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 14, § 1, van de wet van ... personeel geeft binnen acht dagen na de samenstelling van de raad van bestuur bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van de raad van bestuur en ... kennis van :

1<sup>o</sup> ...

2<sup>o</sup> de verhouding van het aantal bijdrageplichtige leden van elke vakorganisatie ten opzicht van het totale aantal personeelsleden van de instelling die bij een representatieve vakorganisatie zijn aangesloten, indien de gegevens die bij de inwerkingtreding van de wet beschikbaar zijn het mogelijk maken die verhouding te bepalen.

Voor het vaststellen van de informatie bedoeld in het eerste lid kan de voorzitter van de commissie uitgaan van de gegevens die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt. Wat de Regie der Luchtwegen betreft ... ».

#### Artikel 3

1. Paragraaf 1, eerste lid, dient in twee leden te worden gesplitst, waarbij het tweede lid begint met de woorden : « Er wordt een kiesdeler vastgesteld door het totale aantal ... ».

2. In paragraaf 1, derde lid, dat het vierde lid wordt, kunnen de woorden « van dit besluit » als overbodig vervallen. Deze opmerking geldt tevens voor paragraaf 2 en voor artikel 6, § 3.

3. In paragraaf 2 behoort in aansluiting met de opmerking die in de aanhef gemaakt is te worden geschreven : « Indien de gegevens die beschikbaar zijn op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, hierna « de wet » genoemd, het niet mogelijk maken die verhouding te berekenen, wordt een eerste paritair comité samengesteld met een gelijk aantal leden voor elke representatieve vakorganisatie. De samenstelling van dit eerste comité wordt later aangepast overeenkomstig de procedure bedoeld in hoofdstuk II. »

Le texte suivant est dès lors proposé :

« Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Sur la base de la proportion visée à l'article 2, le nombre de membres auquel a droit chaque organisation représentative est déterminé de la manière indiquée ci-après.

Il est établi un diviseur électoral en divisant le nombre total des affiliés cotisants de toutes les organisations syndicales représentatives par le nombre total des représentants des organisations syndicales représentatives à la commission paritaire.

Ensuite, le nombre ... électoral. Le quotient ainsi obtenu indique ...

Si ce calcul ... à l'article 1<sup>er</sup>, le nombre ... alinéa 2.

§ 2. Si les données disponibles à la date d'entrée en vigueur de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ci-après dénommée la loi, ne permettent pas de calculer ladite proportion, une ... visée au chapitre II. »

#### Article 4

Le début de l'article 4 serait mieux rédigé comme suit :

« Art. 4. Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 2, le président du conseil d'administration communiqué, par lettre recommandée à la poste, à chaque ... ».

#### Article 5

Le texte suivant est proposé pour l'article 5 :

« Art. 5. Au plus tard dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 4, les organisations syndicales représentatives communiquent par lettre recommandée à la poste au conseil d'administration de l'entreprise publique le nom des personnes qu'elles proposent comme membres effectifs et comme membres suppléants de la commission paritaire ».

#### Article 6

Le texte suivant est proposé :

« Art. 6. Au plus tard dans les quinze jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 5, le ... paritaire.

En application des articles 4, § 2, alinéa 2, et 48 de la loi, le conseil d'administration ... à la commission paritaire.

Après le classement de ... conformément au chapitre II, le conseil d'administration ... syndical ».

#### Article 7

Le texte suivant est proposé pour l'article 7 :

« Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Si les données disponibles à la date d'entrée en vigueur de la loi ne permettent pas de déterminer la proportion visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, dans les huit jours de l'entrée en vigueur ... une liste complète des affiliés cotisants qu'elles compartaient au 30 juin 1989 dans l'entreprise concernée.

Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les ... article 2.

§ 2. Le président ... procède au plus tôt aux opérations ... 2<sup>o</sup> ».

#### Article 8

1. Le texte français et le texte néerlandais ne concordent pas. En effet, dans le texte néerlandais, il est fait référence à l'article 7, § 2, ce qui n'est pas le cas dans le texte français.

2. D'autres part, il faut écrire : « dans les huit jours de la fin des opérations ... ».

#### Article 9

Le texte suivant est proposé :

« Art. 9. Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 8, le président du conseil d'administration communiqué, par lettre recommandée à la poste, à ... ».

De volgende tekst wordt derhalve voorgesteld :

« Art. 3. § 1. Op basis van de in artikel 2 bedoelde verhouding wordt het aantal leden waarop elke representatieve organisatie recht heeft bepaald op de hierna aangegeven wijze.

Er wordt een kiesdeeler vastgesteld door het totale aantal bijdrageplichtige leden van alle representatieve vakorganisaties te delen door het totale aantal vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties in het paritair comité.

Vervolgens wordt het aantal ... kiesdeeler. Het aldus verkregen quotiënt geeft het aantal vertegenwoordigers van deze vakorganisatie ... aan.

Indien deze berekening tot een lager aantal vertegenwoordigers leidt dan het aantal vastgesteld in artikel 1, wordt het aantal overblijvende zetels verdeeld in verhouding tot de grootte van de rest van de in het tweede lid bedoeld breuk.

§ 2. Indien de gegevens die beschikbaar zijn op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, hierna « de wet » genoemd, het niet mogelijk maken die verhouding te berekenen, wordt ... vakorganisatie. De samenstelling van dit eerste comité ... bedoeld in hoofdstuk II. »

#### Article 4

Het zou beter zijn artikel 4 aldus te stellen :

« Art. 4. Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 2 bedoelde brief, deelt de voorzitter van de raad van bestuur bij een ter post aangetekende brief aan elke ... ».

#### Artikel 5

De volgende tekst wordt voorgesteld :

« Art. 5. Uiterlijk binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 4 bedoelde brief, delen de representatieve vakorganisaties bij een ter post aangetekende brief aan de raad van bestuur van het overheidsbedrijf de namen mede van de personen die zijn voordragen als leden en als plaatsvervangende leden van het paritair comité ».

#### Artikel 6

De volgende tekst wordt voorgesteld :

« Art. 6. Uiterlijk binnen vijftien dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 5 bedoelde brief, stelt de raad van bestuur het paritair comité samen.

Met toepassing van de artikelen 4, § 2, tweede lid, en 48 van de wet legt de raad van bestuur van de instelling het ontwerp van eerste beheerscontract om advies voor aan het paritair comité.

Na de indeling van de instelling ... overeenkomstig hoofdstuk II, vraagt de raad van bestuur van de instelling met toepassing van ... het eerste personeels- en vakbondsstatuut ».

#### Artikel 7

Voorgesteld wordt artikel 7 aldus te stellen :

« Art. 7. § 1. Indien de verhouding bedoeld in artikel 2 eerste lid, 2<sup>o</sup>, niet kan worden bepaald aan de hand van de gegevens die beschikbaar zijn op de datum van de inwerkingtreding van de wet, verzoekt de voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 2 binnen acht dagen na de inwerkingtreding van dit besluit ... de vakorganisaties om een volledige lijst van de bijdrageplichtige leden die zij op 30 juni 1989 bij de betrokken instelling telden.

Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in het eerste lid bedoelde brief, zenden ... van de in artikel 2 bedoelde commissie ».

§ 2. De voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 2 begint zo spoedig mogelijk met de telverrichtingen met het oog op het vaststellen van de verhouding bedoeld in ... 2<sup>o</sup> ».

#### Artikel 8

1. De Franse en de Nederlandse tekst stemmen niet overeen. In de Nederlandse tekst wordt immers verwezen naar artikel 7, § 2, wat niet het geval is in de Franse tekst.

2. Bovendien schrijft men : « binnen acht dagen na het einde van de telverrichtingen ... ».

#### Artikel 9

De volgende tekst wordt voorgesteld :

« Art. 9. Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 8 bedoelde brief, deelt de voorzitter van de raad van bestuur bij een ter post aangetekende brief aan ... ».

## Article 10

L'article 10 doit être rédigé comme suit :

« Art. 10. Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 9, les organisations syndicales représentatives communiquent, par lettre recommandée à la poste, au ... proposent.

Dans les trente jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le ... ».

## Article 11

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

## Article 12

La fin de la disposition serait mieux rédigée comme suit :

« ... de l'entreprise publique concernée ».

La chambre était composée de :

M. C.-L. Closset, président de chambre;

MM. R. Andersen, J. Messinne, conseillers d'Etat;

MM. J. De Gavre, P. Gothot, assesseurs de la section de législation;

Mme J. Gielissen, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le rapport a été présenté par M. C. Mendiaux, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. Saint-Viteux, référendaire adjoint.

Le greffier,  
J. Gielissen.

Le président,  
C.-L. Closset.

## Artikel 10

Artikel 10 dient als volgt te worden geredigeerd :

« Art. 10. Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 9 bedoelde brief, delen de representatieve vakorganisaties bij een ter post aangetekende brief aan ... ».

Binnen de dertig dagen na het aangetekend verzenden van de in het eerste lid bedoelde brief, past de raad van bestuur de samenstelling van het paritair comité aan ».

## Artikel 11

Er dient te worden geschreven :

« Art. 11. De vakorganisaties zijn gehouden om in de in artikel 2 bedoelde commissie binnen de door die commissie of bij dit besluit gestelde termijnen en op straffe van uitsluiting van verder telverrichtingen ... ».

## Artikel 12

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

« Art. 12. De kosten van de verrichtingen bedoeld in dit besluit zijn ... van de betrokken openbare instelling ».

De kamer was samengesteld uit :

De heer C.-L. Closset, kamervoorzitter;

De heren R. Andersen, J. Messinne, staatsraden;

De heren J. De Gavre, P. Gothot, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. J. Gielissen, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer C. Mendiaux, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer S. Saint-Viteux, adjunct-referendaris.

De griffier,  
J. Gielissen.

De voorzitter,  
C.-L. Closset.

15 JUILLET 1991. — Arrêté royal créant des commissions paritaires auprès de la Régie des voies aériennes, de la Régie des postes et de la Régie des télégraphes et téléphones

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 49;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Composition de la première commission paritaire

Article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>. Il est constitué une commission paritaire respectivement auprès de la Régie des Voies aériennes, de la Régie des Postes et de la Régie des Télégraphes et Téléphones.

§ 2. La commission paritaire auprès de la Régie des Voies aériennes compte seize membres.

Les commissions paritaires constituées auprès de la Régie des Postes et de la Régie des Télégraphes et Téléphones comptent chacune dix-huit membres.

Art. 2. Dans les huit jours de la composition du conseil d'administration, le président de la commission visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup> de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notifie par lettre recommandée à la poste au président du conseil d'administration et aux organisations syndicales représentatives :

1<sup>o</sup> la liste des organisations syndicales qui sont représentatives pour l'organisme concerné;

15 JULI 1991. — Koninklijk besluit tot oprichting van paritaire comités bij de Regie der Luchtwezen, de Regie der Posterijen en de Regie van Telegrafie en Telefonie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven inzonderheid op artikel 49;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en van Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Samenstelling van het Eerste Paritair Comité

Artikel 1. § 1. Er wordt een paritair comité opgericht bij respectievelijk bij de Regie der Luchtwezen, de Regie der Posterijen en de Regie van Telegrafie en Telefonie.

§ 2. Het paritair comité dat bij de Regie der Luchtwezen wordt opgericht telt zestien leden.

De paritaire comités die bij de Regie der Posterijen en bij de Regie van Telegrafie en Telefonie worden opgericht tellen elk achttien leden.

Art. 2. De voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 14, § 1 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de Overheid en de vakbonden van haar personeel geeft binnen acht dagen na de samenstelling van de raad van bestuur bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van de raad van bestuur en aan de representatieve vakorganisaties kennis van :

1<sup>o</sup> de lijst van de vakorganisaties die representatief zijn voor de betrokken instelling;

2° la proportion des affiliés cotisants de chaque organisation syndicale parmi le nombre total des membres du personnel de l'organisme affiliés à une organisation syndicale représentative, si les données disponibles au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ci-après dénommée la loi, permettent de déterminer cette proportion.

Pour la détermination des informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le président de la commission peut se baser sur les données publiées au *Moniteur belge*. En ce qui concerne la Régie des Voies aériennes, il peut prendre en considération les données relatives au secteur 6 communications.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Sur base de la proportion visée à l'article 2, le nombre de membres auquel a droit chaque organisation représentative est déterminé de la manière indiquée ci-après.

Il est établi un diviseur électoral en divisant le nombre total d'affiliés cotisants de toutes les organisations syndicales représentatives par le nombre total des représentants des organisations syndicales représentatives à la commission paritaire.

Ensuite, le nombre d'affiliés cotisants de chaque organisation syndicale représentative est divisé par ce diviseur électoral. Le quotient ainsi obtenu indique le nombre de représentants de cette organisation syndicale dans la commission paritaire.

Si ce calcul conduit à un nombre de représentants inférieur au nombre prévu à l'article 1<sup>er</sup>, le nombre restant de représentants est réparti en fonction de la hauteur du reste de la fraction visée à l'alinéa 2.

§ 2. Si les données disponibles à la date d'entrée en vigueur de la loi ne permettent pas de calculer ladite proportion, une première commission paritaire sera composée d'un nombre égal de membres de chaque organisation syndicale représentative. La composition de ce premier comité sera adaptée ultérieurement conformément à la procédure visée au chapitre II.

**Art. 4.** Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 2, le président du conseil d'administration communique, par lettre recommandée à la poste, à chaque organisation syndicale représentative le nombre de membres de la commission paritaire auquel elle a droit.

**Art. 5.** Au plus tard dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 4, les organisations syndicales représentatives communiquent par lettre recommandée à la poste au conseil d'administration de l'entreprise publique le nom des personnes qu'elles proposent comme membres effectifs et comme membres suppléants de la commission paritaire.

**Art. 6.** Au plus tard dans les quinze jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 5, le conseil d'administration procède à la composition de la commission paritaire.

En application des articles 4, § 2, 2° et 48 de la loi, le conseil d'administration de l'organisme soumet le projet de premier contrat de gestion pour avis à la commission paritaire.

Après le classement de l'organisme dans la catégorie des entreprises autonomes, et lorsque, le cas échéant, la composition de la commission paritaire aura été adaptée conformément au chapitre II, le conseil d'administration de l'organisme demande, en application des articles 33, § 1<sup>er</sup> et 48 de la loi, l'avis conforme de la commission paritaire concernant le premier statut du personnel et le premier statut syndical.

## CHAPITRE II. — *Adaptation de la composition de la commission paritaire*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Si les données disponibles à la date d'entrée en vigueur de la loi ne permettent pas de déterminer la proportion visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, dans les huit jours de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le président de la commission visée à l'article 2 demande, par lettre recommandée à la poste, aux organisations syndicales une liste complète des affiliés cotisants qu'elles comptaient au 30 juin 1989 dans l'entreprise concernée.

Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les organisations syndicales transmettent la liste des membres visée au même alinéa, au président de la commission visée à l'article 2.

§ 2. Le président de la commission visée à l'article 2 procède au plus tôt aux opérations de comptage pour déterminer les proportions visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2°.

**Art. 8.** Le président de la commission visée à l'article 2 communique, par lettre recommandée à la poste, dans les huit jours de la fin des opérations de comptage et au plus tard dans les huit jours à

2° de verhouding van het aantal bijdrageplichtige leden van elke vakorganisatie ten opzichte van het totale aantal personeelsleden van de instelling die bij een representatieve vakorganisatie zijn aangesloten, indien de gegevens die bij de inwerkingtreding van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, hierna « de wet » genoemd, het mogelijk maken die verhouding te bepalen.

Voor het vaststellen van de informatie bedoeld in het eerste lid, kan de voorzitter van de commissie uitgaan van de gegevens die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt. Wat de Regie der Luchtwezen betreft, kan hij uitgaan van de gegevens met betrekking tot sector 6 verkeerswezen.

**Art. 3. § 1.** Op basis van de in artikel 2 bedoelde verhouding wordt het aantal leden waarop elke representatieve vakorganisatie recht heeft bepaald op de hierna aangegeven wijze.

Er wordt een kiesdeler vastgesteld door het totale aantal bijdrageplichtige leden van alle representatieve vakorganisaties te delen door het totale aantal vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties in het paritair comité.

Vervolgens wordt het aantal bijdrageplichtige leden van elke representatieve vakorganisatie gedeeld door deze kiesdeler. Het aldus verkregen quotiënt geeft het aantal vertegenwoordigers van deze vakorganisatie in het paritair comité aan.

Indien deze berekening tot een lager aantal vertegenwoordigers leidt dan het aantal vastgesteld in artikel 1, wordt het aantal overblijvende zetels verdeeld in verhouding tot de grootte van de rest van de in het tweede lid bedoelde breuk.

§ 2. Indien de gegevens die beschikbaar zijn op de datum van inwerkingtreding van de wet het niet mogelijk maken die verhouding te berekenen wordt een eerste paritair comité samengesteld met een gelijk aantal leden voor elke representatieve vakorganisatie. De samenstelling van dit eerste comité wordt aangepast overeenkomstig de procedure bedoeld bij hoofdstuk II van dit besluit.

**Art. 4.** Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 2 bedoelde brief deelt de voorzitter van de raad van bestuur aan elke representatieve vakorganisatie mede op hoeveel leden van het paritair comité zij recht heeft.

**Art. 5.** Uiterlijk binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 4 bedoelde brief, delen de representatieve vakorganisaties bij een ter post aangetekende brief aan de raad van bestuur van het overheidsbedrijf de namen mede van de personen die zij voordragen als leden en als plaatsvervangende leden van het paritair comité.

**Art. 6.** Uiterlijk binnen vijftien dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 5 bedoelde brief, stelt de raad van bestuur het paritair comité samen.

Met toepassing van de artikelen 4, § 2, tweede lid en 48 van de wet legt de raad van bestuur van de instelling het ontwerp van eerste beheerscontract om advies voor aan het paritair comité.

Na de indeling van de instelling bij de autonome overheidsbedrijven en, in voorkomend geval, na de aanpassing van de samenstelling van het paritair comité overeenkomstig hoofdstuk II, vraagt de raad van bestuur van de instelling met toepassing van de artikelen 33, § 1 en 48, § 1, van de wet, het eensluidend advies van het paritair comité over het eerste personeels- en syndicaal statuut.

## HOOFDSTUK II. — *Aanpassing van de samenstelling van het paritair comité*

**Art. 7. § 1.** Indien de verhouding bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°, niet kan worden bepaald aan de hand van de gegevens die beschikbaar zijn op de datum van inwerkingtreding van de wet, verzoekt de voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 2 binnen acht dagen na de inwerkingtreding van dit besluit, bijeen ter post aangetekend schrijven, de vakorganisaties om een volledige lijst van de bijdrageplichtige leden die zij op 30 juni 1989 bij de betrokken instelling telden.

Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in het eerste lid bedoelde brief, zenden de vakorganisaties de in hetzelfde lid bedoelde ledenlijst aan de voorzitter van de in artikel 2 bedoelde commissie.

§ 2. De voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 2 begint zo spoedig mogelijk met de telverrichtingen met het oog op het vaststellen van de verhouding bedoeld in artikel 2, § 1, 2°.

**Art. 8.** De voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 2 deelt, bij ter post aangetekend schrijven, binnen acht dagen na het einde van de telverrichtingen en uiterlijk binnen de acht dagen na de

dater du classement de l'organisme concerné parmi les entreprises publiques autonomes, au président du conseil d'administration de l'entreprise publique autonome de quel pourcentage de la représentation syndicale à la commission paritaire chaque organisation syndicale représentative peut se prévaloir.

**Art. 9.** Dans les huit jours, de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 8, le président du conseil d'administration communie, par lettre recommandée à la poste, à chaque organisation syndicale représentative le nombre de membres de la commission paritaire auquel elle a droit conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 10.** Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 9, les organisations syndicales représentatives communiquent, par lettre recommandée à la poste, au président du conseil d'administration de l'entreprise publique l'adaptation de leur délégation à la commission paritaire qu'elles proposent.

Dans les trente jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le conseil d'administration procède à l'adaptation de la composition de la commission paritaire.

#### CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 11.** Les organisations syndicales sont tenues de fournir à la commission visée à l'article 2, dans les délais fixés par elle ou par le présent arrêté et sous peine d'exclusion des opérations ultérieures de comptage, tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

**Art. 12.** Les frais des opérations visées par le présent arrêté sont à charge de l'entreprise publique concernée.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 14.** Notre Ministre des Communications et Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1991.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Communications,

J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

M. COLLA

#### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 91 — 2446

**5 AOUT 1991.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 mai 1987 fixant les conditions d'intervention de l'Institut national des invalides de guerre dans le coût des fournitures pharmaceutiques non visées par les arrêtés royaux fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat;

Vu la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut National des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, ainsi que du Conseil Supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 1985 fixant les modalités selon lesquelles l'Etat assure la gratuité des soins aux invalides de guerre et assimilés, aux orphelins de guerre, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1986 fixant les modalités selon lesquelles l'Etat intervient dans le coût des soins de santé aux invalides de guerre et assimilés, aux orphelins de guerre et aux prison-

indeling van de betrokken instelling bij de autonome overheidsbedrijven aan de voorzitter van de raad van bestuur van het autonoom overheidsbedrijf mede op welk procentueel aandeel van de vakbondsvertegenwoordiging in het paritair comité, elke representatieve vakorganisatie aanspraak kan maken.

**Art. 9.** Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 8 bedoelde brief, deelt de voorzitter van de raad van bestuur bij een ter post aangetekende brief aan elke representatieve vakorganisatie mede op hoeveel leden van het paritair comité zij recht heeft overeenkomstig artikel 3, § 1.

**Art. 10.** Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 9 bedoelde brief, delen de representatieve vakorganisaties bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van de raad van bestuur van de instelling de aanpassing van hun afvaardiging in het paritair comité mede.

Binnen dertig dagen na het aangetekend verzenden van de in het eerste lid bedoelde brief, past de raad van bestuur de samenstelling van het paritair comité aan.

#### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 11.** De vakorganisaties zijn gehouden om aan de in artikel 2 bedoelde commissie binnen de door die commissie of bij dit besluit gestelde termijnen en op straffe van uitsluiting van verdere telverrichtingen, alle inlichtingen te verschaffen die voor het vervullen van haar opdracht noodzakelijk zijn.

**Art. 12.** De kosten van de verrichtingen bedoeld bij dit besluit zijn ten laste van de betrokken openbare instelling.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 14.** Onze Minister van Verkeerswezen en Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juli 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen,

J.-L. DEHAENE

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

M. COLLA

#### MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 91 — 2446

**5 AUGUSTUS 1991.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 mei 1987 tot vaststelling van de voorwaarden onder welke dewelke het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers tussenbeide komt in de kostprijs van de farmaceutische verstrekkingen die niet bedoeld zijn door de koninklijke besluiten tot vaststelling van de voorwaarden onder dewelke de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoet komt in de kostprijs van de farmaceutische verstrekkingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 juli 1969 tot vaststelling van het recht van oorlogsinvaliden en oorlogswezen op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat;

Gelet op de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 1985 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers voorziet in de kosteloze geneeskundige verzorging van de oorlogsinvaliden en gelijkgestelden, alsmede van de oorlogswezen;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers